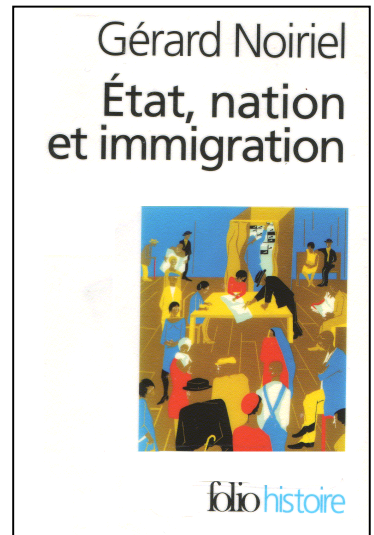


La principale difficulté consiste à comprendre quelle est la nature du lien social qui unit les individus appartenant à une même communauté nationale étatisée. (...) Comme on le sait, pour Max Weber, l'Etat est un groupement social à caractère politique dont la spécificité tient au fait que ses membres « revendiquent avec succès le monopole de l'usage légitime de la violence physique sur un territoire déterminé ». (...) Dans cette perspective, le lien social qu'exprime la souveraineté étatique est un rapport de domination (commandement/obéissance).

Mais cette définition est insuffisante pour mettre en valeur ce qui fait la spécificité de l'Etat-nation. Pour la compléter, ce n'est plus vers Max Weber qu'il faut se tourner, mais vers la sociologie durkheimienne. Dans le texte sur la nation qu'il a rédigé au lendemain de la Première Guerre mondiale, Marcel Mauss affirme qu'à partir de la Révolution française « la société tout entière est devenue, à quelque degré, l'Etat. Le corps politique souverain, c'est la totalité des citoyens. C'est précisément ce qu'on appelle la nation ».

Dans ce cas de figure, c'est donc le critère de la citoyenneté qui est déterminant. En effet, un Etat ne devient véritablement « national » qu'à partir du moment où il respecte le principe de la « souveraineté du peuple ». Ici, l'accent n'est pas mis sur la domination, mais sur la solidarité. Conformément aux principes exposés par Jean-Jacques Rousseau dans le Contrat social, au sein d'une nation moderne, l'ensemble des citoyens participe à l'élaboration des lois auxquelles ils obéissent et contribuent à défendre leur communauté contre les périls extérieurs. C'est pour cette raison qu'ils sont objectivement solidaires les uns des autres.

Nous voyons donc clairement ce qui différencie l'Etat-nation de l'Etat monarchique pré national. Sous l'Ancien Régime, la légitimité du pouvoir royal reposait sur la croyance qu'il existe une différence de nature entre le Roi (de « droit divin ») et ses sujets. La noblesse se considérait elle-même comme faisant partie d'une « race » à part, supérieure au peuple par essence. C'est pourquoi celui-ci était maintenu à l'écart de la vie politique. À l'inverse, la légitimité de l'Etat-nation est fondée sur le postulat qu'il n'existe plus de différence qualitative entre les gouvernants et les gouvernés. Ils forment une communauté d'égaux.



Gerard Noiriel. *Etat, nation, immigration*, Belin 2001.